

---

# LE KOSOVO(-MÉTOCHIE) ET LA QUESTION DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE ET INTERNATIONALE

---

UDC 321.011(497.115)

DOI: 10.22182/spm.specijal22022.5

Прегледни рад

Dejan Dimitrijevic\*

Université Lumière Lyon 2 LADEC

---

## Résumé

---

Depuis la fin des années 1970, l'idéologie libérale mène une croisade pour que le monde globalisé adopte des règles de fonctionnement qui permettent à l'économie et à la finance de générer toujours plus de profits au bénéfice des actionnaires. Dans le récit qui accompagne cette croisade libérale, l'Etat est présenté comme une institution anachronique nuisible à l'harmonie globale, dont les piliers sont la liberté du marché et des mœurs. Dans ces conditions, l'acharnement des puissances Occidentales de créer de nouveaux Etats intrigue. Cet article propose d'examiner le processus de création de l'Etat du Kosovo\*, afin de mieux comprendre les enjeux de l'époque contemporaine. Ce processus, qui n'offre aucune garantie d'aboutissement, est le résultat d'une campagne militaire menée par les EU, et suivie par dix-huit autres pays membres de l'OTAN.

**Mots clefs:** Anthropologie, Etat, Souveraineté limitée, Serbie, Kosovo-Métochie, Kosovo\*, Minorité, Démocratie, Enclaves, Développement, Think tank, Emigration, Droit international, Guerre, Violence

---

\* [dejandimitrijevic@icloud.com](mailto:dejandimitrijevic@icloud.com)

Du XVIIIe aux dernières décennies du XXe siècle, l'Etat-nation avait élargi presque continûment sa portée, ses pouvoirs et ses fonctions. Ce fut un aspect essentiel de la « modernisation ». La vie des citoyens dans les Etats « modernes » étaient presque exclusivement déterminée par l'activité ou la passivité de l'Etat. Pendant la période des Trente glorieuses, ou d'Âge d'or selon la terminologie anglo-saxonne, le modèle de l'Etat-providence était devenu le modèle absolu. Sous la pression du mouvement prolétarien international, le capitalisme a été réformé avec une préoccupation sociale accrue. La logique de la planification a été empruntée aux idées soviétiques afin de donner naissance à une économie mixte du type capitaliste. Et ce avec un succès incontestable. Ainsi entre 1950 et 1979, la France, jusque-là synonyme de retard économique, rattrapa la productivité américaine avec plus de succès qu'aucun autre des grands pays industriels, plus encore que l'Allemagne (Maddison 1982, 46).<sup>1</sup>

La formation d'Etats-providence, au sens littéral du terme, c'est-à-dire d'Etats dans lesquels les dépenses sociales – maintien des revenus, santé, éducation, etc. – devaient représenter la plus grosse part des dépenses publiques et où le personnel associé à ces activités formait le plus gros corps de fonctionnaires. En 1970, alors que la guerre du Vietnam battait son plein, le nombre d'employés des établissements scolaires aux Etats-Unis dépassait pour la première fois le nombre de militaires et de personnels affecté à la défense civile. A la fin des années 1970, tous les Etats capitalistes étaient devenus des « Etats-providence ». Six Etats consacraient à cet effet 60% de leurs dépenses publiques (Australie, Belgique, France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Pays-Bas) (Hobsbawm 1999, 375).

Mais les rapports de force s'inversent, et les années 1980 ouvrent une période de domination planétaire du libéralisme, dont l'effet le plus important fut l'effondrement des Etats socialistes d'Europe. Les idéologues néo-libéraux, au pouvoir en Grande-Bretagne en 1979, et aux EU en 1980, les deux places fortes du capitalisme mondial de l'époque, ouvrent plusieurs fronts contre l'étatisme. Ils intensifient la guerre froide contre l'Union soviétique, en relançant la course aux armements, et en rapprochant la menace militaire au plus près du bloc du pacte de Varsovie par l'installation des missiles Pershing et BGM-109, de l'OTAN, en Allemagne; et ce malgré une vague de manifestations pacifistes sans précédent, qui étaient aussi des protestations contre ce libéralisme conquérant dont les effets commençaient à agir également dans les autres pays d'Europe occidentale en dépit d'une forte représentation des partis

1 Cité d'après E. Hobsbawm 1999, 362

de gauche au pouvoir. Les néo-libéraux, qui gagnent le pouvoir et les esprits dans les pays Occidentaux, œuvrent pour une rupture radicale avec l'Etat-providence en retirant aux Etats les manettes de l'économie et du social.

Le modèle de l'Etat-nation-providence, s'est progressivement érodé aussi bien par le haut que par le bas.<sup>2</sup> Il a rapidement perdu ses pouvoirs et ses prérogatives au profit de diverses entités supranationales et parallèlement, la désintégration des grands Etats socialistes a engendré une multitude d'Etats, plus petits, trop faibles pour se défendre dans une période de désordre international (Hobsbawm 1999, 737-738). L'Etat-providence est idéologiquement discrédité et devient désormais synonyme d'assistanat et de corruption, et porte en lui un risque de faillite. Les pays qui s'accrochent au modèle de l'Etat-providence se voient prophétiser le funeste destin de l'URSS et des autres Etats socialistes d'Europe.<sup>3</sup> C'est dans ces conditions qu'un certain nombre d'Etats voient le jour suite à la disparition de l'URSS et de la Yougoslavie.

## CRÉER UN ETAT AUJOURD'HUI

Cet article a pour objectif de mettre en lumière le processus et les étapes de la création d'un Etat dans des conditions significatives de l'époque contemporaine. Cette époque qui s'ouvre avec l'effondrement et la dislocation de l'URSS et de la Yougoslavie, qui étaient des entités politiques structurantes de l'équilibre du monde post-Seconde Guerre mondiale. La disparition de ces Etats a été un cataclysme comparable à la disparition de l'Empire austro-hongrois et de l'Empire ottoman, après la Première Guerre mondiale. A la différence que le bouleversement qui ouvre la période contemporaine, n'a pas trouvé sens dans la structure d'un nouvel ordre collectif global, comme cela a été le cas au sortir de la Première Guerre mondiale, avec création de la Société des Nations et avec la boussole du principe des nationalités.

2 F. Cusset (2008) donne une bonne idée des transformations qui ont été opérées durant cette décennie charnière.

3 Il est pourtant absurde de prétendre que les citoyens de la Communauté européenne, dont la part de revenu national par tête avait augmenté de 80% entre 1970 et 1990, ne peuvent « se permettre » en 1990 le niveau de revenu et de protection sociale tenu pour acquis en 1970 (World tables 1991, 8-9). Le revenu national brut par habitant a continué sa progression dans les années 1990 et 2000. Ainsi de 1995 à 2008, il passe de 20260\$ à 33309\$, en France. Pour la même période, aux Etats-Unis, la progression est encore plus importante puisqu'elle passe de 27520\$ à 47320\$. La Fédération de Russie est également un exemple significatif : Le revenu national brut par habitant stagne durant la décennie 1990 à hauteur de 5500\$ et ne décolle qu'à partir de 2000 pour atteindre 12811\$ en 2006. Les chiffres sont de l'OCDE <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/factbook-2010-12-fr.f?expires=1591455345&id=id&accname=guest&checksum=91A502F8C976CB69331860861DAF8F00>.

La domination sans partage qu'ont exercé les EU sur le reste du monde, et qu'on a nommé un peu vite le « nouvel ordre mondial », n'a réellement duré que pendant la décennie qui a vu la disparition de l'URSS. Déjà dans les années 2000, cette domination était ouvertement contestée. La France et l'Allemagne refusent de participer à l'expédition militaire étasunienne en Irak. La Fédération de Russie, s'oppose aussi à l'invasion de l'Irak; et même si elle n'exerce pas son droit de veto sur cette affaire, elle commence à s'affirmer en concurrent international. Plus tard, la tentative de renversement du président Syrien, Bachar el-Asad, en 2011, que les puissances occidentales ont fortement soutenu, tourne largement à l'avantage de la Russie et renforce sa stature de puissance internationale de la Fédération.

Le cas de la création (ou de la tentative de création) de l'Etat du Kosovo, dont cet article propose l'examen, présente plusieurs avantages qui sont autant d'éclairages spécifiques de l'époque contemporaine. D'abord, cette « création » est le résultat de la dernière intervention militaire voulue par les EU à laquelle aucune des puissances mondiales ne s'est opposée, malgré son illégalité au regard du droit international. En cela, il y a un avant et un après « bombardement de la Yougoslavie » dans les affaires internationales, et les rapports de force qui les orientent. Ensuite, en devenant un enjeu international qui s'inscrit dans la durée, la création de l'Etat du Kosovo permet de suivre la mise en place d'un monde multipolaire. En effet, toutes les puissances qui s'affirment désormais comme telles et constituent des axes d'articulation des mondes contemporains agissent dans divers domaines de la question kosovare. En 2008, la déclaration unilatérale de l'indépendance du Kosovo par les autorités albanaises de Priština a mis en lumière des intérêts divergents et des camps opposés. Les EU, l'Allemagne et la France ont soutenu et reconnu cette indépendance, mais cinq pays de l'UE ne la reconnaissent pas; ce en quoi, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie, Chypre et la Slovaquie rejoignent le camp de la Russie, de la Chine, de l'Inde, du Brésil et d'autres puissances régionales non négligeables comme l'Afrique du Sud. Mais la question de la reconnaissance n'est que la partie la plus visible des intérêts divergents des puissances constituées en acteurs de ce nouveau cycle de la compétition internationale, dont la dimension militaire n'a pas disparu, mais dans laquelle l'économie et la finance jouent un rôle accru. C'est à ce titre que l'Allemagne y joue un des principaux rôles. Ainsi, des enjeux de premier ordre, avec des implications locales et globales fortes, sont disputés autour du statut international d'un territoire, qui est pour certains *l'Etat de Kosovo* et pour d'autres la *Province serbe autonome de Kosovo-Métochie*. Les principaux enjeux que révèle le «

nœud kosovar », tel qu'il se présente après l'agression militaire contre la Yougoslavie et l'indépendance autoproclamée du Kosovo, sont d'ordre anthropologique, politique, sociologique, économique et géostratégique – où la question énergétique devient centrale.

## LA CAMPAGNE MILITAIRE ET L'INVERSION DES RAPPORTS DE FORCE AU KOSOVO-MÉTOCHIE

L'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo-Métochie, qui débute le 24 mars en 1999 figure parmi les plus controversées de l'après-guerre-froide. D'abord parce qu'elle ne dispose pas d'un mandat du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Ensuite, parce qu'elle a fait l'objet d'une vaste opération de propagande de la part de la presse américaine comme européenne renonçant à toute objectivité dans la couverture du conflit. Enfin, la plupart des commentateurs s'accordent pour dire que l'intervention aérienne de l'O.T.A.N. a eu pour effet direct d'intensifier le conflit sur le terrain (Egger 2014). militaire de l'OTAN et des tats ique prend fin avec la militaro-hnique<sup>4</sup>, signé le 9 juin 1999 à 23h45 ; mais cet accord n'aurait pu être mis en pratique sans la *Résolution 1244*, le *document Ahtisaari-Tchernomyrdine* et la décision du parlement yougoslave qui l'a accepté.

Le 3 juin 1999, la République Fédérale de Yougoslavie acceptait le plan *Ahtisaari-Tchernomyrdine*, qui reprenait et précisait les principes du G-8<sup>5</sup>, et concluait subséquentement un accord militaro-technique avec la KFOR (Force pour le Kosovo), le 9 juin 1999, à Kumanovo<sup>6</sup>. Jamais l'*UÇK (Ushtria Çlirimtare e Kosovës – Armée de libération du Kosovo)*, dont les agissements furent à plusieurs reprises condamnés par les instances médiatrices puis par le Conseil de sécurité, ne fut considérée à l'égal d'un mouvement de libération nationale. Elle ne prit point part à l'accord du 3 juin 1999 mais conclut avec la KFOR, représentée par l'OTAN, un accord séparé de démilitarisation le 10 juin 1999 (Lagrange 1999). Voici comment le général de police serbe Obrad Stevanović<sup>7</sup> décrit la fin du conflit: «Vers la fin de la guerre, il était devenu évident que la Serbie n'avait aucun allié. Ni la Russie, ni la Chine, et par ailleurs nos capacités sont au point zéro, l'industrie militaire est pratiquement détruite. Nous concluons qu'à un moment donné nous n'aurons plus de munitions

4 <https://www.srbija.gov.rs/kosovo-metohija/?id=19947>, pour la version serbe, et <https://www.nato.int/kosovo/docu/a990609a.htm>, pour la version anglaise (consulté le 03.6.2020).

5 S/1999/516, 6 mai 1999 (consulté le 07.6.2020) ; S/1999/649, 7 juin 1999 (consulté le 07.6.2020)

6 S/1999/682, 15 juin 1999 (consulté le 07.6.2020)

7 L'un des deux représentants de l'Etat yougoslave, aux côtés du général d'armée Svetozar Marjanović lors de la signature de l'accord de Kumanovo, qui met fin à l'agression de l'OTAN.

et nous réfléchissons à une stratégie de sortie, mais nous n'avons personne avec qui parler sérieusement de cela. De l'autre côté, beaucoup de pays membres de l'OTAN hésitent à poursuivre leur participation, car leur intention d'en finir avec la Serbie en deux-trois jours ne s'est pas réalisée. Il est vrai que l'intervention terrestre était en planification, mais elle était très incertaine. Ils disaient qu'elle était réalisable en novembre, mais ce mois n'est pas favorable à cause du terrain montagneux ; les généraux américains ont très peur de l'hiver. Il apparaît ainsi que tous souhaitaient une sorte d'accord. Rapidement, des hommes acceptables par les deux parties font leur apparition, le premier d'entre eux est Tchernomyrdine. (...) Mais le plus incroyable est que pendant toute la période de l'agression, les généraux américains étaient constamment au Ministère russe de la défense. Donc, ils contrôlaient entièrement Moscou. Ensuite arrive le document Ahtisaari-Tchernomyrdine, qu'ils présentent à Milošević, puis font pression sur lui de différentes manières. Tchernomyrdine dit que la Serbie sera aplatie tel un tapis si cela n'est pas accepté.<sup>8</sup> Quand le gouvernement et le parlement fédéral ont eu approuvé ce document, j'ai été averti que je dois me préparer à représenter la Serbie lors de la conclusion de l'accord. (...) Nous avons insisté pour ne pas partir (de Kosovo-Métochie) avant leur arrivée, nous leur avons donné les positions exactes des lieux où les Serbes sont le plus en danger. Nous leur avons demandé de venir avec des forces appropriées, qu'ils prennent ces positions et la responsabilité de la sécurité. Ils l'ont accepté à contrecœur, mais ils ne l'ont pas mis en pratique – moins par manque de volonté que par peur. Ils pensaient que les Serbes allaient les liquider dès qu'ils se montreront ; et il était aussi évident qu'ils étaient de grands amis avec les Albanais. Les terroristes sont immédiatement entrés dans les villes, l'exode a débuté, provoqué par les attaques (albanaises)».<sup>9</sup>

Dans cet exode, quelques 250000<sup>10</sup> non Albanais – principalement

8 NDLR: Cette position dure de Tchernomyrdine a par la suite été mise en relation avec un prêt du FMI de 400 millions de dollars qui sera accordé à la Russie en juin 1999: « En juin 1999, la Russie a pour la dernière fois reçu un prêt du FMI - environ 400 millions de dollars - après tout, cela a aidé à persuader Milošević de quitter le Kosovo... » (*Разворот над Атлантикой – Razvorot nad Atlantikoï* (Demi-tour au-dessus de l'Atlantique: <https://subscribe.ru/archive/russ.politics/200603/27225409.html>))

9 Politika, 27.03.2019, <http://www.politika.rs/sr/clanak/426015/Tema-nedelje/Zasto-sam-potpisao-Kumanovski-sporazum> (consulté le 08.6.2020)

10 C'est un chiffre de cet ordre-là qu'avançaient aussi bien par le UNHCR (<http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=8776&lang=en>, automne 1999) que par le gouvernement de la République de Serbie (<https://www.srbija.gov.rs/kosovo-metohija/20031,2000> et 2004 suite au pogrom), dans les premières années de l'administration onusienne du Kosovo-Métochie. Ces documents ont été consultés le 14.6.2020. Pour l'année 2013, le HCR écrit dans son rapport annuel de 2014 que « la Serbie accueille également quelque 210 000 déplacés internes originaires de Kosovo, dont environ 97 000 ont besoin

des Serbes - quittent la Province pour trouver refuge en Serbie Centrale et quelques dizaines de milliers rejoignent des agglomérations du Kosovo-Métochie à dominante serbes ou exclusivement serbes, pour se mettre à l'abri des attaques de l'*UÇK*. Une seconde vague de déplacements massifs a été provoquée par les violences anti-Serbes et anti-Roms de mars 2004 - qui ont été assimilées à des *pogroms* dans les récits qu'en font les victimes.

## ADMINISTRATION INTERNATIONALE ET NOUVEL ORDRE

Avec la très difficile mise en place de l'administration internationale, si le Kosovo-Métochie n'était plus soumis à la domination du pouvoir de Belgrade, les minorités se sont retrouvées sans réelle protection.<sup>11</sup>

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) se donnait pour objectif de doter la Province d'une capacité d'« auto-administration démocratique » dans l'esprit de l'Acte final d'Helsinki et des documents de l'OSCE<sup>12</sup>, qui mettent en avant la triade « autodétermination – intégrité territoriale – protection des minorités ». Ces textes étaient rédigés de sorte à ce que le principe d'autodétermination ne soit pas interprété comme un droit de sécession, et que le principe d'intégrité territoriale ne soit pas un permis de discrimination d'une partie de la population d'un Etat (Koskenniemi 1994). Mais l'absence flagrante de protection des populations non albanaises donnaient aussi l'impression que l'auto-administration albanaise avait pour objectif d'accompagner l'inéluctable simplification de la géographie humaine du Kosovo, après quoi, les modifications de frontières pouvaient être plus sereinement envisagées.<sup>13</sup> La passivité des forces internationales, lors du « pogrome » de mars 2004, venait renforcer cette impression. Ces violences, qui se sont exprimées sur l'ensemble du territoire, avaient fait 19 morts, un millier de blessés, 30 lieux de culte détruits, et quelques 150 autres qui ont été pillés, incendiés et profanés: « A Svinjare, un groupe important d'Albanais de souche est passé juste en face de la principale base française de la

---

d'assistance, d'après une enquête d'évaluation des besoins des déplacés internes réalisée par le Commissariat serbe pour les réfugiés et le HCR en 2011 ». <https://www.unhcr.org/fr/4ee7133621.pdf> (Consulté le 16.6.2020)

11 De ce fait, il ne reste aujourd'hui presque plus de Serbes dans les villes : Une dizaine de personnes à Priština et encore moins à Prizren (si l'on excepte les religieux et les étudiants en théologie). A Prizren une seule petite fille serbe était scolarisée aux frais de l'Etat serbe lors de la décennie écoulée.

12 Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

13 Voir E. Lagrange, 1999, 338 et 370.

KFOR pour se rendre dans le village, avant de buter le feu à toutes les habitations appartenant aux minorités. La KFOR n'est pas venue au secours des Serbes, alors que Svinjare est située à quelques centaines de mètres de la base. La KFOR française n'a pas non plus réagi lors de l'attaque anti-ashkali perpétrée à Vucitrn, bien que le village se trouve à proximité de deux bases françaises de la KFOR. Les troupes de la KFOR sous le commandement allemand ne se sont pas déployées pour protéger la population serbe et ses églises et monastères orthodoxes historiques, en dépit des appels à l'aide répétés qui émanaient des policiers allemands de la MINUK basés dans la ville. Le village de Belo Polje, proche de la principale base italienne de la KFOR, a été réduit en cendres. Dans la capitale Priština, des Serbes ont été forcés de se barricader dans leurs appartements pendant que les émeutiers d'origine albanaise tiraient sur eux, pillaient et brûlaient les appartements des étages inférieurs. Il a fallu six heures avant que la KFOR et la MINUK ne leur viennent en aide».<sup>14</sup>

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et chef de la MINUK, Harri Holkeri reconnaissait quelques jours plus tard devant le Conseil de sécurité que « les attaques menées par des extrémistes albanais contre des groupes serbes, roms et ashkali faisaient partie d'une campagne organisée, généralisée et ciblée ».<sup>15</sup> C'est dans cet environnement que se sont constituées les territoires exclusivement ou à dominante serbes, qui matérialisent encore très fortement l'encrage de la République de Serbie au Kosovo-Métochie. L'OSCE estimait en 2018 qu'il y avait 70430 Serbes au nord de la rivière Ibar et 75698 Serbes dans les « enclaves »<sup>16</sup> situées au sud de la rivière Ibar.<sup>17</sup> Cependant, la situation démographique du Kosovo dans son ensemble est très incertaine - la seule certitude semble être l'incohérence des chiffres « officiels ».

---

14 <https://www.hrw.org/fr/news/2004/07/26/kosovo-lotan-et-lonu-incapables-de-protoger-les-minorites> (consulté le 07.6.2020) ; voire aussi le rapport complet de *Human Rights Watch* sur ces pogromes : <https://www.hrw.org/reports/2004/kosovo0704/> (consulté le 07.6.2020) ; voir aussi le reportage de Radio France International qui dénonce explicitement la politique d'épuration ethnique : [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/051/article\\_3165.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/051/article_3165.asp) (consulté le 07.6.2020) et <http://www.kosovo.net/crucified/default.htm> (consulté le 07.6.2020). Cependant, il est des agglomérations serbes qui ont été protégées par la police albanaise, comme Orahovac (<https://www.vreme.com/cms/view.php?id=607547>)

15 <https://www.un.org/press/fr/2004/CS2679.doc.htm> (consulté le 07.6.2020)

16 Le nombre d'« enclaves » n'est pas connu parce que, n'étant pas une entité administrative, rien n'officialise son existence. Ce terme englobe aussi bien un ensemble d'appartement dans une tour d'immeuble, comme à Priština, une partie de village, un village ou le territoire d'une municipalité.

17 <https://minorityrights.org/minorities/serbs-3/> (consulté le 08.6.2020)

## DÉMOGRAPHIE DU KOSOVO, DÉPLACEMENTS FORCÉS ET ÉMIGRATION ÉCONOMIQUE

La population totale du Kosovo est estimée à quelque 1,8 millions d'habitants, selon le recensement de 2011<sup>18</sup>, boycotté par les Serbes. Cependant, il est notoirement connu que l'émigration albanaise du Kosovo vers l'Europe Occidentale a été très importante dans la décennie écoulée. Les Albanais qui quittent la Kosovo sont estimés à plusieurs dizaines de milliers par an, avec un pic en 2014-2015 (Kolë, 2017). Ainsi, plus de 50 000 Albanais auraient quitté le Kosovo pour les seuls mois de janvier et février 2015.<sup>19</sup> Cependant, ces départs ne sont pas répercutés dans la comptabilité démographique.<sup>20</sup> Sans être une spécificité kosovare, il n'en reste pas moins qu'il y a bel et bien une particularité kosovare : le nombre de personnes inscrites sur les listes électorales est systématiquement plus élevé que le nombre d'habitants, alors que toutes les analyses démographiques soulignent que la population kosovare est la plus jeune d'Europe: le recensement de 2011 montre qu'un tiers de la population avait moins de 18 ans.

Année	Nature de l'élection	Votes exprimés	% de votants	Inscrits listes électorales	Population totale
2000	Assemblée municipale	721 260		913 179	1 700 132
2001	Assemblée nationale	803 796	64%	1 249 987	1 720 532
2002	Assemblée municipale	711 205	54%	1 320 481	1 737 479
2004	Assemblée nationale	699 519	50%	1 412 680	1 757 142
2007	Assemblée nationale	662 421	42%	1 567 690	1 785 477
2007	Présidence mairie	612 513	39%	1 567 690	1 785 477
2007	Assemblée municipale	571 410	36%	1 567 690	1 785 477
2009	Assemblée municipale	673 936	43%	1 563 741	1 804 838

18 Chiffre officiel de l'Etat français: <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/kosovo/presentation-du-kosovo/> (consulté le 08.6.2020)

19 <https://info.arte.tv/fr/lexode-kosovar> ; <https://www.france24.com/fr/20180316-video-reporters-kosovo-balkans-independance-chomage-pauvrete-corruption-migration> (consulté le 08.6.2020)

20 Cela n'est pas une spécificité kosovare. L'ensemble des pays de l'ex-Yougoslavie est enclin à compter ses ressortissants qui vivent à l'étranger comme habitants du pays. Cela masque, quelque peu, la mesure dans laquelle ces pays se vident de leur population et, accessoirement, ouvre des possibilités de manipulation électorale en intégrant les absents parmi les votes exprimés. De sorte que les résultats des recensements et la comptabilité démographique sont à considérer avec beaucoup de réserve dans l'ensemble de la région balkanique.

2009	Présidence mairie	698 466	45%	1 563 741	1 804 838
2010	Assemblée nationale	739 318	45%	1 632 276	1 815 048
2011					1 739 825 <sup>21</sup> (592 046 mineurs)
2013	Assemblée municipale	830 371	46%	1 792 913	1 847 708
2013	Présidence mairie	830 832	46%	1 792 913	1 847 708
2014	Assemblée nationale	766 834	43%	1 799 023 <sup>22</sup>	1 859 203
2017	Assemblée nationale	747 228 <sup>23</sup>		1 799 023	1 895 250
2019	Assemblée nationale	877 134	44,72%	1 961 213 <sup>24</sup>	1 920 079 <sup>25</sup>

Ces chiffres sont, pour le moins, troublants. Non seulement la très forte émigration, dont nous avons de multiples témoignages<sup>26</sup>, ne transparait aucunement de ces chiffres officiels, mais à la lecture des rapports de *Democracy for Development*<sup>27</sup>, nous apprenons qu'un autre phénomène caractérise la statistique démographique du Kosovo: une forte propension à maintenir les défunts sur les registres municipaux et les listes électorales. Président du Kosovo, Ibrahim Rugova, décédé en 2006, était toujours inscrit sur les listes électorales des années après ses

21 [https://web.archive.org/web/20160305024614/http://census.rks-gov.net/istarMDAS/MD/a2=mF0&n=1UR906\\$\\$\\$\\$&o=0D&v=1UR060ET00V71000000&p=0&sp=null&l=1&exp=0](https://web.archive.org/web/20160305024614/http://census.rks-gov.net/istarMDAS/MD/a2=mF0&n=1UR906$$$$&o=0D&v=1UR060ET00V71000000&p=0&sp=null&l=1&exp=0)

22 [https://d4d-ks.org/wp-content/uploads/2015/07/D4D\\_ELECTIONS\\_9\\_Trendet\\_Zgjedhore\\_2000-2014\\_ENG\\_-web.pdf](https://d4d-ks.org/wp-content/uploads/2015/07/D4D_ELECTIONS_9_Trendet_Zgjedhore_2000-2014_ENG_-web.pdf) Tous les chiffres et pourcentages pour les années 2000-2014, à l'exception du nombre d'habitants en 2011, proviennent de ce document (consulté le 10.6.2020)

23 <https://d4d-ks.org/en/infographics/parliament-elections-2014-vs-2017/> (consulté le 10.6.2020)

24 <http://www.kqz-ks.org/wp-content/uploads/2019/11/1.Statistikat-e-p%C3%AABrgjithshme.pdf> (consulté le 10.6.2020)

25 [https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie\\_du\\_Kosovo#cite\\_note\\_Demographics2015-1](https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_du_Kosovo#cite_note_Demographics2015-1), d'après <http://www.geoba.se/country.php?cc=XK&year=2019> (estimation - consulté le 10.6.2020)

26 Ainsî, 229005 demandes d'asile ont été enregistrés en EU pour la période 2013-2016. ([https://balkaninsight.com/2019/11/07/kosovos-demographic-destiny-looks-eerily-familiar/?fbclid=IwAR0NkNiZGkpSEJBU6TZy-qw6lKnLiD2HPL8CgJUvuLo\\_d-QAuMIKEw8zI](https://balkaninsight.com/2019/11/07/kosovos-demographic-destiny-looks-eerily-familiar/?fbclid=IwAR0NkNiZGkpSEJBU6TZy-qw6lKnLiD2HPL8CgJUvuLo_d-QAuMIKEw8zI)) Si l'on ajoute à cela le fait que ce chiffre ne comprend pas les enfants, car les demandes sont faites par les adultes, et qu'il ne comptabilise évidemment pas les individus qui, pour des raisons diverses, ne font pas la demande de régularisation, on se rend compte que le Kosovo-Métochie a perdu une partie importante de sa population d'avant l'agression de l'OTAN.

27 ONG financée par *USAID*, *Institut for Sustainable Communities* et NED.

funéraires.<sup>28</sup> L'évolution démographique et celle du nombre d'inscrits sur les listes électorales contrastent avec le nombre de votants aux différentes élections depuis 2000, qui reste relativement stable.

Des chiffres très contrastés sont également proposés pour rendre compte du nombre de réfugiés Serbes et autres non Albanais du Kosovo-Métochie. Ainsi, à l'automne 1999, le rapport de M. Tadeusz Iwiński, rapporteur du parlement européen, indique que « the Rapporteur is concerned by the plight of almost 200 000 Serb and Roma IDPs, constituting more than 80% of their pre-war population, who fled Kosovo after the withdrawal of Serb military forces, heading mainly to Montenegro and Serbia proper ».<sup>29</sup> Après les violences de 2004, le gouvernement de la République de Serbie comptabilise 226000 Serbes, 37000 Roms, 15000 Musulmans (dans le sens d'identité nationale) et 9000 autres.<sup>30</sup> Pour l'année 2013, le HCR écrit dans son rapport annuel de 2014 que « la Serbie accueille également quelque 210000 déplacés internes originaires du Kosovo, dont environ 97000 ont besoin d'assistance, d'après une enquête d'évaluation des besoins des déplacés internes réalisée par le Commissariat serbe pour les réfugiés et le HCR en 2011 ».<sup>31</sup> Mais un front de contestation a été ouvert par *European Stability Initiative*, un *Think tank* dont le principal bailleur de fonds est le *Open Society Foundation* de George Soros.<sup>32</sup> Cette organisation affirme que les chiffres avancés par l'Etat serbe et le HCR sont contredits par un calcul simple : le nombre de Serbes au recensement de 1991 auquel est soustrait le nombre de Serbes actuellement estimé au Kosovo. Sur cette base l'ESI assure que le nombre de réfugiés Serbes est d'environ 65000.<sup>33</sup> La grande différence entre les chiffres proposés est une inconnue, alors que le calcul de l'ESI est acceptable en logique, et que le rapport du HCR est certainement digne de foi. Comme restent inconnues les équations qui ont produit les chiffres de la population totale du Kosovo et des listes électorales, ainsi que le rapport entre les deux.

28 [https://d4d-ks.org/wp-content/uploads/2015/07/D4D\\_ELECTIONS\\_9\\_Trendet\\_Zgjedhore\\_2000-2014\\_ENG\\_-web.pdf](https://d4d-ks.org/wp-content/uploads/2015/07/D4D_ELECTIONS_9_Trendet_Zgjedhore_2000-2014_ENG_-web.pdf) (page 17 du document - consulté le 10.6.2020)

29 [http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTMLasp?FileID=8776&lang=en#P146\\_13638](http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTMLasp?FileID=8776&lang=en#P146_13638) (consulté le 16.6.2020)

30 <https://www.srbija.gov.rs/kosovo-metohija/20031> (consulté le 16.6.2020)

31 <https://www.unhcr.org/fr/4ee7133621.pdf> (Consulté le 16.6.2020)

32 <https://www.esiweb.org/donors> (consulté le 23.6.2020)

33 <http://www.erstestiftung.org/en/kosovos-demographic-destiny/> (consulté le 23.6.2020)

## L'ÉMIGRATION POUR RENTABILISER LES INVESTISSEMENTS OCCIDENTAUX AU KOSOVO

L'émigration économique des Albanais kosovars est ancienne. Comme pour les autres peuples de Yougoslavie, elle a débuté dans les années 1960 et s'est progressivement amplifiée. Le nombre d'Albanais kosovars travaillant en Occident a été estimé à environ 500000 au milieu des années 1990.<sup>34</sup> Le mouvement s'est accéléré dans les années 2000 car la rupture des liens économiques entre la Province et le reste de la République de Serbie a eu des conséquences économiques catastrophiques. Une enquête européenne de 2005 révèle des indicateurs économiques extrêmement déprimants: "In 2005 a Labour Force Survey showed an employment rate of only 29 percent among 15 to 64 year olds (and only 12 percent among women). The 2013 Labour Force Survey was no less dramatic, with an employment rate of 28.4 percent (12.9 percent among women). Close to ninety percent of adult women are not working and have no prospect of ever finding a job."<sup>35</sup> Et les perspectives sont loin d'être rassurantes. « Kosovo is confronting a harsh reality. Since 2004, the IMF has been sounding the alarm bell. After some years of celebrating the successes of UNMIK's economic policies, its most recent reports are increasingly blunt in their presentation of Kosovo's economic situation: Kosovo "could fall into a vicious circle"; it has "deeply rooted problems"; the situation is "fragile"; "vulnerable"; and "the near term outlook, even under a more benign scenario, does not look promising"». <sup>36</sup>

Il est clair que la République de Serbie et les Serbes ne sont pas viscéralement attachés au Kosovo-Métochie par intérêt économique. La province a constitué une charge financière importante pour Serbie, comme pour la Yougoslavie, malgré les matières premières que recèle son sous-sol.<sup>37</sup> A partir de juin 1999, l'appareil productif a été détruit au profit d'un autre modèle économique. « La province sous perfusion se transforme en supermarché improductif, avec pour monnaie l'euro, qui empêche toute protection de ses produits contre les importations occidentales achetées par les usagers des institutions internationales aux salaires mirobolants.

34 <https://www.esiweb.org/pdf/ESI%20-%20Why%20Kosovo%20needs%20migration%20-%2022%20April%202015.pdf> (voir p.3 - consulté le 23.6.2020)

35 <https://www.esiweb.org/pdf/ESI%20-%20Why%20Kosovo%20needs%20migration%20-%2022%20April%202015.pdf> (voir p.ii - consulté le 23.6.2020)

36 <https://www.esiweb.org/pdf/ESI%20-%20Why%20Kosovo%20needs%20migration%20-%2022%20April%202015.pdf> (voir p.25 - consulté le 23.6.2020)

37 Le refus de continuer à verser leur cotisation dans le fonds commun de développement en faveur des régions « en développement » a été un des arguments avancés par les républiques sécessionnistes riches de la Fédération yougoslave, la Slovénie et la Croatie, à la fin des années 1980.

Quelque 1000 hectares de terres arables sont supprimés chaque année pour construire ces grandes surfaces commerciales qui, avec les kiosques, boutiques et salaires internationaux, alimentent la « croissance ». Le Kosovo importe tout ce qu'il mange... (...) Les pressions du Fonds monétaire international (FMI) pour une politique d'austérité budgétaire, l'absence d'Etat social et de crédits publics, l'incertitude sur le statut et la propriété entraînent une chute des capacités productives agricoles et une désindustrialisation absolue: 90 % des quelque 500 entreprises publiques ne fonctionnent plus ».<sup>38</sup>

Les experts économistes chargés par la *Think tank* ESI, financée par la Fondation de George Soros, est très critique sur l'incohérence des investissements occidentaux au Kosovo. «There is much loose rhetoric about the Europeanisation of Kosovo as the way forward. But unless Europeanisation includes at least some focus on migration and some access to European labour markets, it will remain no more than a slogan. Current EU policy – to continue to invest tens of millions of Euro to stabilize Kosovo and South Eastern Europe without a credible development and migration policy – is incoherent».<sup>39</sup>

Et puisqu'un constat d'échec des possibilités de développement du Kosovo a été fait, ces experts préconisent de mettre à profit l'inévitable mouvement migratoire, dans un document intitulé *Why Kosovo needs migration. From research to policy. Make it in Germany*.<sup>40</sup> «Kosovo should set up a national institution to manage the economic, social and legal implications of migration. Such an institution would need to focus not only on Germany, Austria and Switzerland, the classic destinations of Kosovars, but on the whole European labour market. It should study experiences with work migration from around the world, and lobby for access of Kosovars. It should provide feedback to education institutions

38 <http://www.paixbalkans.org/contributions/Kosovo%20decembre%202007%20C%20Samary.pdf> (consulté le 23.6.2020)

39 <https://www.esiweb.org/pdf/ESI%20-%20Why%20Kosovo%20needs%20migration%20-%2022%20April%202015.pdf> (voir p.25 - consulté le 23.6.2020)

40 *Why Kosovo needs migration. From research to policy. Make it in Germany*, ESI, Priština, 2015 (2006) <https://www.esiweb.org/pdf/ESI%20-%20Why%20Kosovo%20needs%20migration%20-%2022%20April%202015.pdf> La troisième partie du titre, *Make it in Germany*, fait référence au site officiel du gouvernement allemand destiné à attirer en Allemagne des personnels qualifiés. Le document de l'ESI débute par un appel explicite qui figure sur ce site : There is a shortage of qualified professionals in the profession you wish to pursue in Germany. A list of vacancies is available here. You have received a binding job offer. Your qualification has been recognised as being equivalent to a German qualification. Further information on the recognition of vocational credentials is available here. You will have to apply to have your qualifications recognised while you're still in your home country ... Due to the increasing number of elderly people, the need for caregivers in Germany is also increasing. It is predicted that there will be a shortage of up to 152000 caregivers in 2025

and policy makes in Kosovo on the needs of European labour market and their implications for education and training. Both the citizens of rural Kosovo and European tax-payers deserve better than a set of policies that are failing and bound to fail in the future. It is only by reconsidering current policies that a worthy goal – to stabilise once and for all the Southern Balkans after a decade of wars – will be reached».

Il s'agit d'officialiser par des conventions un transfert de population systématique. Les pays issus de la Fédération yougoslave qui ont fait le choix enthousiaste de l'indépendance, et même la Serbie qui s'est retrouvée indépendante sans l'avoir jamais souhaité, se vident de leur population tous les ans un peu plus ; cela est vrai aussi de la Roumanie et de la Bulgarie. Mais le modèle de développement que propose ce *think tank*, en accord avec le gouvernement allemand, est former aux besoins l'économie allemande la jeune population destinée à migrer. L'ESI présente ce modèle comme devant être généralisé à l'ensemble des pays balkaniques en accord avec d'autres pays occidentaux riches.

L'examen anthropologique de la « création » de l'Etat du Kosovo présente l'incalculable avantage de nous éclairer sur le modèle de « développement économique » qui est en passe de s'imposer à tous les pays balkaniques, qu'ils soient membres de l'UE ou non. Cependant, du fait de l'importance que la Serbie accorde au Kosovo et du traumatisme de l'agression des armées occidentales de 1999, la Serbie ne peut pas se conformer intégralement à ce modèle. La grande majorité de la population serbe soupçonne toujours les représentants de l'Etat de fomenter une trahison et de préparer en secret l'abandon de la province méridionale en reconnaissant l'indépendance du « soi-disant Etat » kosovar. Toutes les campagnes électorales portent un haut degré de dramaturgie construite sur la peur de voir le Kosovo-Métochie livré ou vendu.<sup>41</sup> En réalité, la Serbie ne peut pas reconnaître l'indépendance du Kosovo en l'état, car cela ne concerne pas seulement la relation serbo-albanaise. Ce problème a des ramifications régionales et internationales très complexes, que la seule reconnaissance ne peut pas résoudre. Dire que le seul problème réside dans le refus de la Serbie de reconnaître la réalité de l'indépendance de sa province méridionale est une présentation simpliste à l'extrême. Pour finir, nous aborderons la question de la souveraineté qui montre quelques aspects de l'intrication et de l'imbroglio de la situation. Cela a aussi l'avantage de nous montrer les limites dans lesquelles sont enfermés les Etats créés ou redéfinis dans la période post-soviétique.

---

41 Une seule lettre distingue les deux verbes, *predati* (livrer, abandonner, etc.) et *prodati* (vendre). Les deux termes produisent le sens de « trahir ».

## UNE SOUVERAINETÉ HORS DE PORTÉE

La souveraineté du Kosovo demeure symbolique en l'absence de reconnaissance internationale consensuelle. Elle reste d'autant plus symbolique que la légitimité interne lui fait également défaut, la légitimité de l'« État » kosovar est contestée par les minorités non albanaises, en premier lieu serbe. La souveraineté exigeait au minimum la capacité d'autorité et de contrôle sur son territoire.<sup>42</sup> Sans cette souveraineté minimale, l'« Etat » autoproclamé est disqualifié pour devenir un sujet de droit international. Mais désormais, cette souveraineté minimale n'est plus suffisante pour accéder aux obligations et aux compétences propres à la personnalité morale qu'est un Etat au sein de l'ordre juridique international. Il est également attendu que ce pouvoir soit exercé de manière impartiale dans l'intérêt de tous les citoyens. Ainsi, la souveraineté est désormais chargée d'une responsabilité supplémentaire, celle de protéger l'ensemble de sa population.

L'évolution du principe de souveraineté est à l'image de la multiplication des interconnexions des différentes sources de pouvoir et de droit. Ainsi, Georges Gurvitch écrit, dans les années 1930, qu'au XXe siècle l'Etat n'est plus la seule source du droit. Le monisme a correspondu à la période de la création des grands Etats modernes, du XVIe au XIXe siècle, mais il a vécu. La diversité a depuis envahi le milieu juridique : il existe désormais d'innombrables centres générateurs de droit et de foyers autonomes de droit, qui viennent rivaliser avec le foyer proprement étatique.<sup>43</sup> Il s'agit aussi bien de droits infra-étatiques<sup>44</sup> que de droits supra-étatiques, produits par certaines organisations internationales.<sup>45</sup> Ainsi, le droit étatique doit subir la concurrence d'ordres juridiques indépendants de lui et qui sont de plus en plus nombreux.<sup>46</sup> La souveraineté s'en trouve inévitablement modifiée.

Chaque époque produisant des problématiques juridiques propres, nous avons vu émerger ces dernières décennies la question de l'ingérence humanitaire qui se mettait bien souvent hors cadre du droit international. Face à la difficulté à concilier le respect de la souveraineté des États et le nécessaire secours aux populations victimes de catastrophes humanitaires, l'ancien Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a demandé aux États de réfléchir à de possibles solutions à ce dilemme, qui est

42 S. Krasner, 1999.

43 Voir notamment G. Gurvitch, 1935.

44 Qui regroupent le droit spécial à des groupements (syndicats, associations, sociétés anonymes, etc.) et des droits particuliers (Eglises, services publics, établissements décentralisés, etc.).

45 Aujourd'hui l'ONU, mais aussi l'UE, illustrent parfaitement cette réalité.

46 J. Carbonnier, 1995, 17-18.

devenu insoutenable après les bombardements « humanistes » de la Yougoslavie<sup>47</sup>, dont on ne savait même pas qui était responsable de l'action engagée - l'Otan n'ayant la compétence d'entreprendre que des opérations de légitime défense collective à vocation régionale, selon l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord.<sup>48</sup>

Pour répondre au défi lancé par le Secrétaire général de l'époque, le Gouvernement canadien a créé, en septembre 2000, une Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE), qui a remis son rapport intitulé « La responsabilité de protéger », en 2001. Ce rapport enrichi la notion de souveraineté d'un élément supplémentaire : à la responsabilité de contrôle est ajoutée la responsabilité de protéger. Le rapport indique en outre que « l'argument en faveur de cette redéfinition théorique de la souveraineté est renforcé par l'impact sans cesse grandissant des normes internationales relatives aux Droits de l'Homme [...] ».<sup>49</sup>

Quelques années plus tard, dans le *Document final du Sommet mondial de 2005*, l'ONU s'engage à aider les États à se doter des moyens de protéger leurs populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité et à apporter une assistance aux pays dans lesquels existent des tensions avant qu'une crise ou qu'un conflit n'éclate.<sup>50</sup> Puis, dans un rapport du 12 janvier 2009, concernant la mise en œuvre de la responsabilité de protéger, le Secrétaire général des Nations unies a soutenu que le concept, tel qu'il ressort du Document final du Sommet de 2005, repose sur trois piliers: 1) La responsabilité de l'État en matière de protection; 2) l'engagement pris par la communauté internationale d'assister et aider les États à s'acquitter de leurs obligations; 3) la responsabilité des États membres de mener en temps voulu une action collective et résolue lorsqu'un État ne peut ou ne veut pas s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe.<sup>51</sup> Il est en outre précisé que, dans certains cas, les États peuvent même demander l'aide

47 S. Cerović, 2001.

48 Le professeur S. Sur (1999, 48) considère que seuls les Etats en étaient responsables car « il s'est agi de l'action d'un groupe d'Etats dont chacun agissait juridiquement pour son propre compte et sous sa responsabilité », alors pour Y. Nouvel (1999, 295) « l'OTAN et ses Etats membres en sont les co-auteurs. Dans cet ensemble, un examen plus approfondi permettrait de dissocier les actes imputables à l'OTAN de ceux imputable à ses Etats membres. Schématiquement, il aboutirait à attribuer la menace de la force à l'OTAN et son emploi à ses Etats membres. »

49 La responsabilité de protéger, p. 14, § 2.15 : <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/17566/IDL-17566.pdf?sequence=6&isAllowed=y> (Consulté le 15.6.2020)

50 Résolution A/RES/60/1 de l'Assemblée générale des Nations unies, 24 octobre 2005, § 138/139. : [https://www2.ohchr.org/french/bodies/hrcouncil/docs/gaA.RES.60.1\\_Fr.pdf](https://www2.ohchr.org/french/bodies/hrcouncil/docs/gaA.RES.60.1_Fr.pdf)

51 Organisation des Nations unies, La mise en œuvre de la responsabilité de protéger, Rapport du Secrétaire général des Nations unies, document A/63/677, 12 janvier 2009 : <https://undocs.org/fr/a/63/677>

de forces militaires régionales ou internationales pour protéger les civils victimes d'atrocités criminelles ou menacés de l'être.<sup>52</sup> Si la responsabilité de protéger n'a pas le pouvoir d'influencer de manière significative le comportement des États, comme le développe A. Hehir dans un récent ouvrage<sup>53</sup>, il n'en reste pas moins que cette dimension a une importance croissante dans les situations de reconnaissance de nouveaux États.

Sans reconnaissance internationale consensuelle, sans légitimité interne et dans l'incapacité d'assurer la protection de l'ensemble de la population, le Kosovo doit se contenter d'être durablement un État à la souveraineté imparfaite.

### LA SOUVERAINETÉ LIMITÉE, UN STATUT PROMIS À UN BEL AVENIR

La souveraineté limitée se réfère à la double réalité du Kosovo, celle d'être indéniablement indépendant vis-à-vis de la Serbie en pratique, mais bénéficiant simplement d'une légitimité partielle, contestée tant de l'intérieur que de l'extérieur par une part non négligeable d'acteurs. Cela désigne une réalité que Scott Pegg (1998) a tenté de conceptualiser sous le nom d'*Etat de facto* dès la seconde moitié des années 1990, tant le déficit de souveraineté semblait être une spécificité de notre époque contemporaine. Cette réalité n'a fait que s'amplifier depuis.

En ce qui concerne le Kosovo, la situation semble bloquée sur la scène internationale. Le nombre de pays qui reconnaissent l'indépendance est même en baisse – actuellement, 92 États seraient dans ce cas. La diplomatie serbe travaille activement au retrait de cette reconnaissance.<sup>54</sup> Nonobstant, le soutien inconditionnel des principales

52 « Nous acquitter de notre responsabilité collective : assistance internationale et responsabilité de protéger », *Rapport du Secrétaire général des Nations unies*, document A/68/947, 11 juillet 2014 : <https://undocs.org/fr/a/68/947>

53 Hehir, 2019a.

54 Voir le twitt de Richard Grenell, annonçant une réunion qui n'aura finalement pas lieu. Richard Grenell@RichardGrenell · 15 juin Great news! I have received the commitment from the governments of Kosovo and Serbia to temporarily pause the derecognition campaign and the seeking of international memberships in order to meet in Washington, DC at the White House on June 27 for Dialogue discussions. (1/2) Richard Grenell@RichardGrenell · 15 juin If either side is unsatisfied with the June 27 discussions then they will go back to the status quo after they leave Washington. As we have consistently said, we must first make progress on growing the economies. This is the focus. I look forward to these discussions. (2/2) 18 pays ont officiellement retiré leur reconnaissance par un courrier officiel publique : La *Sierra Leone*, la République de Nauru, le Ghana, le Togo, la République Centrafricaine, la République des Palaos, Madagascar, Les îles Salomon, Saint-Thomas-et-l'île du Prince, le Liberia, la Guinée-Bissau, La Dominique, Le Lesotho, Le Suriname, La Grenade, Les *Comores*, Le *Burundi*, La *Papouasie-Nouvelle-Guinée*: <https://kossev.info/dacic-sijera-leone-je-18-drzava-koja-je-povukla-priznanje-kosova/>

puissances occidentales, la politique du fait accompli n'a pas contribué à faire émerger une souveraineté *de jure* ni même à pallier le déficit de légitimité interne.

En cette période de crise économique dont l'importance, la durée et l'issue sont très incertaines, les puissances économiques occidentales ne semblent avoir ni la capacité ni l'envie de s'occuper de l'amélioration du niveau de vie et de l'économie des Serbes et des Albanais. L'Allemagne devrait connaître la «pire récession de l'histoire de la république» a averti le ministre de l'Economie, Peter Altmaier. Il annonce une baisse attendue du PIB de 6,3% cette année.<sup>55</sup> La Banque de France de son côté annonce qu'en moyenne annuelle en 2020, le PIB enregistrera un recul de plus de 10 %.<sup>56</sup> Les hypothèses de travail de la *Federal Bank* des EU situent la baisse du PIB comprise entre - 4% et - 9,9%.<sup>57</sup> Les prévisions économiques globales sont encore plus effrayantes. « Selon les prévisions de la Banque mondiale, le PIB mondial baissera de 5,2% en 2020. Pour la première fois depuis 1870, un nombre sans précédent de pays vont enregistrer une baisse de leur production par habitant. Les prévisions font état d'une diminution de 3,6% de leur production par habitant, ce qui fera basculer des millions de personnes dans l'extrême pauvreté cette année».<sup>58</sup>

La focalisation sur la reconnaissance de l'indépendance camoufle de plus en plus difficilement l'incapacité générale à affronter les problèmes économiques, qui sont pourtant beaucoup plus urgents et abordables, car la reconnaissance internationale n'est pas un prérequis pour la croissance économique. Le cas de Taïwan souligne à l'envie que le développement n'est pas tributaire du statut politique international. A moins que le sous-développement soit un état souhaité car nécessaire à la croissance économique des puissances occidentales... Articuler toutes les questions et toutes les difficultés de la relation serbo-albanaise au seul axe de la reconnaissance de l'indépendance, comme semble vouloir continuer à la faire l'UE sous le *leadership* allemand, a pour effet de prolonger l'état de guerre, alors que le conflit armé a officiellement pris fin en juin 1999.

A. Hehir (2019) voit dans le projet Occidental de construction de l'Etat kosovar un important symbole de la puissance et l'efficacité occidentales. L'intervention militaire et le projet de construction de l'État

55 <https://www.capital.fr/entreprises-marches/lallemagne-devrait-connaître-la-pire-recession-de-lhistoire-de-la-republique-1368765>

56 <https://publications.banque-france.fr/projections-macroeconomiques-juin-2020>

57 <https://libertystreeteconomics.newyorkfed.org/2020/06/the-new-york-fed-dsge-model-forecast-june-2020.html>

58 <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2020/06/08/covid-19-to-plunge-global-economy-into-worst-recession-since-world-war-ii>

qui a suivi, portaient moins sur le Kosovo, que sur la construction d'une image particulière de l'Occident, à la fois bienveillant et puissant. A. Hehir constate qu'au cours des vingt dernières années, le conflit entre les motivations des acteurs extérieurs et les aspirations des citoyens du Kosovo est devenu de plus en plus apparent, avec une contradiction allant croissant entre le récit occidental officiel qui présente le Kosovo comme un « succès » et la réalité sur le terrain. D. Chandler (2019) note que, parmi ceux qui sont engagés dans cette aventure, la tendance actuelle est à davantage de pragmatisme. La formule utilisée pour exprimer cette réorientation suggère que le problème était que l'Occident se souciait trop des problèmes des autres.

Outre l'impossibilité pour la Serbie de reconnaître l'indépendance du Kosovo autrement que par une contrainte dont l'UE et les EU ne semblent plus avoir les moyens, la question du statut international a également peu de chances d'aboutir, à court ou moyen terme, car le Kosovo est désormais pris dans des enjeux importants entre grandes puissances. Ainsi, l'antagonisme des positions des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine et de l'Union Européenne (principalement l'Allemagne et la France), place les négociations sur le Kosovo au sein d'un jeu géopolitique, sur fond d'intérêts énergétiques, d'une grande complexité sur lequel ni les Serbes ni les Albanais n'ont prise<sup>59</sup>. La division des Européens joue également en faveur du prolongement de l'incertitude présente. Ainsi, de nombreux éléments laissent à penser qu'une souveraineté limitée du Kosovo continuera à prévaloir, assurément à court et à moyen terme, voire à long terme. Ce petit territoire balkanique est désormais un échiquier où se jouent les intérêts des puissants et seul un événement qui viendrait bouleverser la structure globale des relations internationales pourrait provoquer un dénouement rapide. En attendant, l'incertitude a le double avantage que chacun des protagonistes y trouve un avantage et que tout le monde est en droit d'espérer améliorer encore sa position. Mais c'est aussi du temps utile à tous les habitants du Kosovo (-Métarchie) pour retisser des liens au-delà des différences identitaires, et que chacun, individuellement et collectivement, se sente en confiance avec les autres quelle que soit le statut international définitif du Kosovo (-Métarchie).

---

59 A. Troude, 2016. Consulté le 24 juin 2020. <https://www.diploweb.com/Les-ressources-energetiques-des.html>

## BIBLIOGRAPHIE

- Banque de France (La). 2020. „Prévisions économiques Projections macroéconomiques”. <https://publications.banque-france.fr/projections-macroeconomiques-juin-2020>
- Banque mondiale (La). 2020. „La pandémie de COVID-19 plonge l'économie planétaire dans sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale.” <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/06/08/covid-19-to-plunge-global-economy-into-worst-recession-since-world-war-ii>.
- Capital. 2020. „L'Allemagne devrait connaître la “pire récession de l'histoire de la république”. 29 Avril 2020. <https://www.capital.fr/entreprises-marches/lallemagne-devrait-connaître-la-pire-recession-de-lhistoire-de-la-republique-1368765>
- Carbonnier, Jean. 1995. *Flexible droit. Pour une sociologie du droit sans rigueur*. Paris : L.G.D.J.
- Cerović, Stanko. 1999. 2001 *Dans les griffes des humanistes*. Castelnau-le-Lez : Climats, coll. Sisyphé .
- Chandler, David. 2019. „Kosovo: Statebuilding Utopia and Reality”. *Journal of Intervention and Statebuilding* 13 (5): 545-555, doi: 10.1080/17502977.2019.1658565.
- Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États. 2001. „La responsabilité de protéger. Rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États”. <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/17566/IDL17566.pdf?sequence=6&isAllowed=y>.
- Democracy for Development. 2017. „Parliament Elections 2014 vs 2017”. 13 juillet 2017. <https://d4d-ks.org/en/infographics/parliament-elections-2014-vs-2017/>.
- Democracy for Development Institut. 2015. Election Trends 2000-2014. A Numerical Analysis of Participation and Representation. Series: Elections and Political Parties | No. 9. Prishtina. [https://d4d-ks.org/wp-content/uploads/2015/07/D4D\\_ELECTIONS\\_9\\_Trendet\\_Zgjedhore\\_2000-2014\\_ENG\\_-web.pdf](https://d4d-ks.org/wp-content/uploads/2015/07/D4D_ELECTIONS_9_Trendet_Zgjedhore_2000-2014_ENG_-web.pdf).
- Egger, Clara. 2014. 2020. „Les Balkans suspendus à la crise en Crimée.” In *Etats d'urgence. Acteurs, dilemmes et enjeux de la gestion de crise internationale*. Consulté le 04 juillet 2020. <https://urgence.hypotheses.org/254>.

- European Stability Initiative (ESI – Berlin Brussels Istanbul). 2015. „Why Kosovo needs migration? From research to policy. *Make it in Germany*. Edited version of ESI 2006 report *Cutting the Lifeline*. With a new introduction”. 23 April 2015. <https://www.esiweb.org/publications/why-kosovo-needs-migration-research-policy>
- European Stability Initiative (ESI – Berlin Brussels Istanbul). „Donors”. <https://www.esiweb.org/donors>
- Federal Reserve Bank of New York. 2020. The New York Fed DSGE Model Forecast. June 2020. <https://libertystreeteconomics.newyorkfed.org/2020/06/the-new-york-fed-dsge-model-forecastjune-2020.html>
- Galović, Milan, Dimitrije Bukvić. 2019. „Zašto sam potpisao Kumanovski sporazum”. *Politika*. 27.03.2019. Consulté le 04.7.2020 <http://www.politika.rs/sr/clanak/426015/Tema-nedelje/Zasto-sam-potpisao-Kumanovski-sporazum>.
- Gurvitch, Georges. 1935. *L'expérience juridique et la philosophie pluraliste du droit*. Paris: Pedone.
- Hehir, Aidan. 2019a. *Hollow Norms and the Responsibility to Protect*. London: Palgrave Macmillan.
- Hehir, Aidan. 2019b. „Introduction: Kosovo’s Symbolic Importance”. *Journal of Intervention and Statebuilding*, 13/5, 539-544. doi: 10.1080/17502977.2019.1663986. Consulté le 04 juillet 2020. <https://doi.org/10.1080/17502977.2019.1663986>
- Hobsbawm, Eric, [1994] 1999. *L'âge des extrêmes. Le court vingtième siècle. 1914-1991*. Bruxelles: Editions Complexe.
- Human Rights Watch. 2004. „Failure to Protect: Anti-Minority Violence in Kosovo, March 2004”. July 2004, Vol. 16, No. 6(D). <https://www.hrw.org/reports/2004/kosovo0704/index.htm> et <https://www.hrw.org/report/2004/07/25/failure-protect/anti-minority-violence-kosovo-march-2004>.
- Judah, Tim. [2019] 2020. „Kosovo’s demographic destiny”. *Erstestiftung.org – voices and ideas of civil society*. 23. June 2020. <http://magazine.erstestiftung.org/en/kosovos-demographic-destiny/>.
- Kolë Gjeloshaj Hysaj. 2017. „Kosovo : l’émigration, compte tenu de la situation, se poursuit”. *Outre-Terre*, 52 : 139-149. doi: 10.3917/outel.052.0139.
- Koskenniemi, Martti. 1994. „National Self-Determination Today: Problems of Legal Theory and Practice”. *The International and Comparative Law Quarterly*, Vol. 43, No. 2: 241-269. doi:<https://doi.org/10.1093/iclqaj/43.2.241>.

- Kossev. Kosovo sever portal. „Dačić: Sijera Leone 18. država koja je povukla priznanje Kosova; Priština nema informaciju o povlačenju”. 3. marta 2020. <https://kossev.info/dacic-sijera-leone-je-18-drzava-koja-je-povukla-priznanje-kosova/>.
- Krasner, Stephen. 1999. *Sovereignty: Organized Hypocrisy*. Princeton: Princeton University Press.
- Lagrange, Évelyne. 1999. „La Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo, nouvel essai d’administration directe d’un territoire”. *Annuaire français de droit international*, 45 : 335-370. doi: <https://doi.org/10.3406/afdi.1999.3567>.
- Maddison, Angus. 1982. *Phases of Capitalist Economic Development*, Oxford: Oxford University Press.
- Minority Rights Group International. World Directory of Minorities and Indigenous People. 2018. „Kosovo. Serbs”. <https://minorityrights.org/minorities/serbs-3/>.
- Nouvel, Yves. 1999. „La position du Conseil de sécurité face à l’action militaire engagée par l’OTAN et ses Etats membres contre la République fédérale de Yougoslavie”, *Annuaire Français de Droit International*, No. 45 : 292-307. doi: <https://doi.org/10.3406/afdi.1999.3565>.
- Iwiński, Tadeusz. 1999. „South-East Europe and Kosovo: Evaluation of the humanitarian situation in the Federal Republic of Yugoslavia, particularly in Kosovo and Montenegro”. Report. Committee on Migration, Refugees and Demography. Parliamentary Assembly. UE. 18 September 1999. [http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=8776&lang=en#P146\\_13638](http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=8776&lang=en#P146_13638).
- Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères, 2020. „Présentation du Kosovo”. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/kosovo/presentation-du-kosovo/>.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2011. *Panorama des statistiques de l’OCDE 2010 : Economie, environnement et société*. Paris : Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/factbook-2010-fr>.
- Ovchinnikov, Илья (Овчинников, Илья). Politika v Russkom Zhurnale (Politika v Русском Журнале). 2006. Razvorot nad Atlantikoi (Разворот над Атлантикой). 27mars 2006. <https://subscribe.ru/archive/russ.politics/200603/27225409.html>.
- Pegg, Scott. 1998. *International society and the de facto state*. Aldershot, U.K. : Ashgate.

- Radio France Internationale. 2004. La dévastation du patrimoine orthodoxe serbe du Kosovo. 29 mars 2004. [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/051/article\\_3165.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/051/article_3165.asp).
- Samary, Catherine. 2007. Le Kosovo après l'échec des négociations : quelle indépendance et quel développement ? Le mouvement de la paix. Spécial Balkans. <http://www.paixbalkans.org/contributions/Kosovo%20decembre%202007%20C%20Samary.pdf>.
- Sur, Serge, 1999, „Aspects juridiques de l'intervention de pays membres de l'OTAN au Kosovo”. *Revue Défense nationale*, 615 (4) : p. 44-62.
- Troude, Alexis. 2016. „Les ressources énergétiques des Balkans occidentaux : un enjeu eurasiatique”. *La revue géopolitique*. Consulté le 24 juin 2020. <https://www.diploweb.com/Les-ressources-energetiques-des.html>.
- Turudic, Momir et Jovana Gligorijevic. 2008. „Srbi južno od Ibra”. *Vreme*. 27 mars 2008. <https://www.vreme.com/cms/view.php?id=607547>.
- UNHCR, The UN Refugee Agency. 2014. „Serbie (et Kosovo : rés. 1244 du CS). Environnement opérationnel”. <https://www.unhcr.org/fr/4ee7133621.pdf>
- United Nations. General Assembly Security Council. 2014. „Fulfilling our collective responsibility: international assistance and the responsibility to protect”. A/68/947–S/2014/449. Report of the Secretary-General. 11 July 2014. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N14/463/79/PDF/N1446379.pdf?OpenElement>.
- United Nations. General Assembly. 2009. „Implementing the responsibility to protect. Report of the Secretary-General”. A/63/677. 12 January 2009. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N09/206/10/PDF/N0920610.pdf?OpenElement>.
- United Nations. General Assembly. 2009. „Resolution adopted by the General Assembly on 16 September 2005 [without reference to a Main Committee (A/60/L.1)] 60/1. 2005 World Summit Outcome”. A/RES/60/1. 24 October 2005 <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N05/487/60/PDF/N0548760.pdf?OpenElement>.
- United Nations. Security Council. 1999. „Military Technical Agreement between the International Security Force (KFOR) and the Governments of the Federal Republic of Yugoslavia and the Republic of Serbia”. S/1999/682. 15 June 1999. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N99/177/47/IMG/N9917747.pdf?OpenElement>.

- United Nations. Security Council. 1999. „Statement by the Chairman on the conclusion of the meeting of the G-8 Foreign Ministers held at the Petersberg Centre on 6 May 1999”. S/1999/516. 6 May 1999. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N99/132/59/PDF/N9913259.pdf?OpenElement>.
- United Nations. Security Council. 1999. „Annex. Agreement should be reached on the following principles to move towards a resolution of the Kosovo crisis”. S/1999/649. 7 May 1999. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N99/168/10/PDF/N9916810.pdf?OpenElement>.
- Vlada Republike Srbije. „Interno raseljena lica sa Kosova i Metohije”. <https://www.srbija.gov.rs/kosovo-metohija/20031>
- Vlada Republike Srbije. „Vojno-tehnički sporazum”. <https://www.srbija.gov.rs/kosovo-metohija/?id=19947>.
- World Bank Group. 2020. „Global Economics Prospects”. A World Bank Groupe. Flagship Report. June 2020. <http://hdl.handle.net/10986/33748>

Dejan Dimitrijevic

КОСОВО (И МЕТОХИЈА) И ПИТАЊЕ  
НАЦИОНАЛНОГ И МЕЂУНАРОДНОГ  
СУВЕРЕНИТЕТА

---

Резиме

---

Од краја 70-их година 20. века, либерална идеологија водила је крсташки рат за глобализовани свет како би се усвојила оперативна правила која омогућавају привреди и финансијама да генеришу све више профита у корист акционара. У наративу који прати овај либерални крсташки рат, држава је представљена као анахрона институција штетна за глобални склад, чији су стубови слобода тржишта и морал. У оваквим условима, интригантна је одлучност западних сила да створе нове државе. Овај чланак предлаже да се испита процес стварања државе Косово\*, како би се боље разумели изазови савременог доба. Овај процес који не нуди гаранцију за успех, представља резултат војне кампање коју предводе САД, а коју прати осамнаест других земаља чланица НАТО-а.

**Кључне речи:** антропологија, држава, ограничени суверенитет, Србија, Косово и Метохија, Косово\*, мањине, демократија, енклаве, развој, труст мозга, емиграција, међународно право, рат, насиље

---

\* Овај рад је примљен 1. августа 2021. године, а прихваћен за објављивање 23. децембра 2021.